

IPSOFACTO

**Catalogue Formations
Francis VARENNES**

2023



**Droit de l'agriculture
Droit du tourisme chez l'habitant
Statuts et création d'entreprises**

Juridique – Fiscal – Social

**IPSOFACTO
8, rue Albert de Mun 28100 Dreux
francis.varences@wanadoo.fr Tél : 06 51 24 13 76
Numéro de formation DIRECCTE : 24 28 01393 28**

Conditions d'interventions

Nous sommes à la disposition des différents organismes agricoles et du tourisme chez l'habitant pour réaliser à la demande les formations du présent catalogue. Les interventions sont réalisées sur une ou deux journées selon le contenu de la formation et les attentes des participants.

Ces formations peuvent être réalisées auprès de techniciens (*juristes, fiscalistes, comptables, conseillers d'entreprise ou de gestion, chargés de missions...*), d'agriculteurs ou de toutes personnes intéressées (*porteurs de projets, personnes en activité...*). Les interventions sont réalisées avec vidéoprojecteur, les supports sont remis avec un recueil documentaire.

Les conditions financières d'intervention sont communiquées sur demande.

Nos publications

Tourisme chez l'habitant et création d'entreprise

- ▶ [Guide juridique et fiscal des loueurs de meublés de tourisme](#)
- ▶ [Guide juridique et fiscal des loueurs de chambres d'hôtes](#)
- ▶ [Guide juridique et fiscal de l'hébergement de plein air](#)
- ▶ [Guide juridique et fiscal du tourisme rural](#)
- ▶ [Choix d'un statut pour la création d'une activité indépendante](#)
- ▶ [Guide juridique et fiscal de l'Auto-entrepreneur](#)

Droit rural et entreprises agricoles

- ▶ [Guide juridique et fiscal de la création d'une entreprise agricole](#)
- ▶ [Guide juridique et fiscal de la transmission d'une entreprise agricole](#)
- ▶ [Régimes fiscaux des plus-values professionnelles et privées](#)
- ▶ [Clés pour choisir une société en agriculture](#)
- ▶ [Statut du fermage et baux ruraux](#)
- ▶ [Cotisations et prestations sociales des entreprises agricoles](#)
- ▶ [Guide juridique et fiscal des activités équestres](#)
- ▶ [Structures collectives agricoles](#)
- ▶ [SCOP et Sociétés agricoles](#)
- ▶ [Statut des cotisants solidaires agricoles](#)
- ▶ [Guide juridique des couveuses agricoles \(espaces test agricoles\)](#)
- ▶ [Le micro-BA \(Fin du forfait agricole\)](#)

Pour commander ces différentes publications : www.editions-ipsufacto.fr

Formations proposées

A. Les fondamentaux du droit agricole

1. Les bases juridiques, fiscales, fiscales et sociales concernant la création d'une entreprise agricole 5
2. La gestion juridique du foncier agricole : statut du fermage, contrôle des structures et SAFER 7
3. Les bases juridiques, fiscales, fiscales et sociales concernant la transmission d'une entreprise agricole 9

B. Le statut de l'entreprise : droit des sociétés et des groupements

4. Les sociétés en agriculture : aspects juridiques, fiscaux et sociaux des GAEC, EARL, SCEA et GFA 11
5. Les sociétés commerciales : aspects juridiques, fiscaux et sociaux des SNC, SARL et SAS 13
6. La présentation comparative des différentes formules juridiques pour un projet agricole en commun 15
(magasins de producteurs, ateliers de transformation collectifs)
7. Les statuts juridiques pour les projets collectifs en agriculture 17

C. Tourisme chez l'habitant, diversification agricole, pluriactivité

8. Les aspects juridiques, fiscaux et sociaux du tourisme chez l'habitant en milieu rural ou urbain 19
(chambres et tables d'hôtes, gîtes ruraux, gîtes de groupe ou de séjour, meublés de tourisme)
9. Les aspects juridiques, fiscaux et sociaux de la pluriactivité en milieu rural 21
10. Les réglementations particulières de l'agritourisme et de la vente directe 23

D. La fiscalité des entreprises agricoles

11. Le régime du micro-BA 25
12. L'approche globale des régimes des plus-values professionnelles et privées 27
13. L'application de l'impôt sur les sociétés en agriculture 29
14. L'optimisation des prélèvements obligatoires des entreprises agricoles 31
15. Optimisation fiscale de la transmission des entreprises agricoles 33

E. La protection sociale des non-salariés

16. Les cotisations et prestations sociales des non-salariés agricoles 34
17. Les cotisations et prestations sociales des non-salariés non-agricoles 36

F. La création d'activités non agricoles

18. Les aspects juridiques, fiscaux et sociaux du statut d'auto-entrepreneur	38
19. L'approche méthodologique du choix d'un statut juridique, fiscal et social pour l'exercice d'activités non agricoles	40

G. Le droit familial et patrimonial

20. Les statuts matrimoniaux (régimes matrimoniaux, PACS, concubinage) et le divorce	42
21. Les aspects juridiques, fiscaux et sociaux du décès des chefs d'entreprises agricoles	43
22. La création et la gestion d'une société civile immobilière	44

1. Les bases juridiques, fiscales, fiscales et sociales concernant la création d'une entreprise agricole

Plan détaillé

1^{ère} partie. Les aspects juridiques de la création d'activités agricoles

Section 1. La notion et les limites de la définition juridique des activités agricoles

- § 1. La définition juridique de l'activité agricole
- § 2. Les qualifications non-agricoles des activités para-agricoles
- § 3. Les définitions fiscale, sociale et économique de l'activité agricole

Section 2. Les différentes formes juridiques de l'entreprise agricole

- § 1. L'entreprise individuelle
- § 2. Les sociétés agricoles
- § 3. Les motivations de la création des sociétés agricoles

Section 3. Les différents statuts des membres de l'entreprise agricole

- § 1. Les statuts des chefs d'entreprise
- § 2. Les statuts des conjoints-pacsés-concubins
- § 3. Les statuts des autres membres de la famille

Section 4. Les procédures de déclaration et d'identification de l'entreprise agricole

- § 1. La déclaration auprès des centres de formalités des entreprises
- § 2. Le recensement des entreprises agricoles par un répertoire professionnel
- § 3. La déclaration facultative d'un fonds agricole

Section 5. Le statut du fermage et les baux ruraux

- § 1. Les baux à ferme
- § 2. Aperçu des autres baux ruraux

Section 6. Le contrôle des structures

- § 1. Les objectifs et les instruments du contrôle des structures
- § 2. Les opérations soumises au contrôle des structures
- § 3. Les procédures applicables

Section 7. L'intervention des SAFER

- § 1. Les missions des SAFER
- § 2. L'organisation des SAFER
- § 3. Le mécanisme du droit de préemption
- § 4. L'obligation d'information des SAFER

Section 8. L'application du droit de l'urbanisme aux activités agricoles

2^{ème} partie. Les aspects fiscaux de la création d'activités agricoles

Section 1. L'imposition des bénéfices

- § 1. Le régime des bénéfices selon le régime du micro-BA
- § 2. Les régimes réels d'imposition des bénéfices agricoles
- § 3. Le traitement fiscal des recettes non agricoles

Section 2. L'assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

- § 1. L'application du régime du remboursement forfaitaire de TVA
- § 2. L'application du régime simplifié agricole de TVA

Section 3. Le paiement d'impôts locaux

- § 1. La taxe foncière sur les propriétés non bâties
- § 2. La taxe foncière sur les propriétés bâties
- § 3. La contribution économique territoriale

Section 4. L'application des droits d'enregistrement

- § 1. Les droits de mutations à titre onéreux
- § 2. Les droits de mutations à titre gratuit

3^{ème} partie. Les aspects sociaux de la création d'activités agricoles

Section 1. Les conditions d'affiliation auprès du régime agricole

- § 1. Le champ de compétence du régime social agricole
- § 2. Les seuils d'affiliation auprès du régime social agricole
- § 3. Le cas particulier des cotisants de solidarité

Section 2. Les prélèvements sociaux agricoles

- § 1. Les modalités de calcul et de paiement des cotisations sociales agricoles
- § 2. Les règles particulières applicables aux créateurs d'activités agricoles

Section 3. Le droit à la perception de prestations sociales

- § 1. L'assurance maladie
- § 2. L'assurance vieillesse
- § 3. Les prestations familiales
- § 4. L'assurance des accidents du travail et des maladies professionnelles

2. La gestion juridique du foncier agricole : statut du fermage et baux ruraux, contrôle des structures et SAFER

Plan détaillé

1^{ère} partie. Le statut du fermage et les baux ruraux

Chapitre 1. Les baux à ferme soumis au statut du fermage

Section 1. Le champ d'application du statut et les conditions de conclusion du bail à ferme

- § 1. Le champ d'application du statut du fermage
- § 2. Les conditions de formation du contrat de bail à ferme

Section 2. L'exécution du contrat du bail à ferme

- § 1. La durée du contrat
- § 2. Le montant du loyer ou fermage
- § 3. Les droits et obligations des fermiers
- § 4. Les droits et obligations des bailleurs
- § 5. Le sort des améliorations apportées aux biens loués pendant le bail
- § 6. Le traitement des droits économiques

Section 3. La fin du contrat de bail à ferme

- § 1. Le droit au renouvellement du fermier
- § 2. Les possibilités légales de résiliation du bail
- § 3. La fin et la transmission du bail
- § 4. Les indemnités en fin de bail
- § 5. Le droit de préemption du fermier

Chapitre 2. Les principaux baux ruraux et autres conventions distincts du bail à ferme

- § 1. Les baux ruraux à long terme
- § 2. Le bail à métayage
- § 3. Le bail rural cessible
- § 4. Les conventions de mise à disposition en sociétés
- § 5. Le prêt à usage (ou commodat)
- § 6. Les baux environnementaux
- § 7. Les conventions pluriannuelles d'exploitation agricole ou de pâturage
- § 8. Les locations annuelles renouvelables
- § 9. Les baux et les conventions de mise à disposition des SAFER

- § 10. Les conventions d'occupation précaire
- § 11. Les baux de petites parcelles
- § 12. Le bail emphytéotique
- § 13. Le bail à construction
- § 14. Le bail à complant
- § 15. Le bail à domaine congéable
- § 16. Le bail à cheptel
- § 17. Les conventions portant sur des biens relevant du régime forestier
- § 18. La cession temporaire de l'usufruit

2^{ème} partie. Le contrôle des structures

- § 1. Les objectifs et les instruments du contrôle des structures
- § 2. Les opérations soumises au contrôle des structures
- § 3. Les procédures applicables

3^{ème} partie. L'intervention des SAFER

- § 1. Les missions des SAFER
- § 2. L'organisation des SAFER
- § 3. Le mécanisme du droit de préemption
- § 4. L'obligation d'information des SAFER

3. Les bases juridiques, fiscales, fiscales et sociales concernant la transmission d'une entreprise agricole

Plan détaillé

1^{ère} partie. Aspects juridiques de la transmission de l'entreprise agricole

Section 1. Le contenu de la transmission de l'entreprise selon sa forme juridique : entreprise individuelle et société d'exploitation

- § 1. L'identification des biens mobiliers cédés
- § 2. Les modalités particulières de transmission des biens immobiliers

Section 2. Les modalités juridiques de la cession : mutation à titre gratuit et mutation à titre onéreux

- § 1. Les mutations à titre onéreux
- § 1. Les mutations à titre gratuit

Section 3. Les droits des conjoints et les régimes matrimoniaux des époux

- § 1. Les différents statuts matrimoniaux et la qualification juridique de l'entreprise transmise
- § 2. Les actes protégeant le conjoint survivant

Section 4. Les formalités administratives de la cessation d'activité du cédant

- § 1. L'entreprise individuelle
- § 2. Les sociétés d'exploitation

Section 5. L'intervention éventuelle des SAFER et l'application du contrôle des structures

- § 1. L'application éventuelle du contrôle des structures au successeur
- § 2. L'intervention éventuelle des SAFER

Section 6. La mission du répertoire départemental à l'installation

2^{ème} partie. Aspects fiscaux de la transmission de l'entreprise agricole

Section 1. Conséquences fiscales de la transmission en matière d'imposition des bénéfices

- § 1. La transmission de l'entreprise individuelle
- § 2. La transmission de l'entreprise organisée en société
- § 3. Les différents régimes d'exonération des plus-values professionnelles des entreprises individuelles et des sociétés
- § 4. L'application du régime des plus-values immobilières pour les biens immobiliers non inscrits au bilan

Section 2. Conséquences fiscales de la transmission en matière de TVA

- § 1. Les exploitants agricoles non redevables de la TVA
- § 2. Les exploitants agricoles redevables de la TVA
- § 3. Le cas particulier des exploitants conservant à titre privé certains biens
- § 4. Le cas particulier des écouleurs de stocks

Section 3. Conséquences fiscales de la transmission en matière de droits d'enregistrement

- § 1. L'application des droits de mutation à titre onéreux
- § 2. L'application des droits de mutation à titre gratuit
- § 3. L'application éventuelle de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF)

3^{ème} partie. Aspects sociaux de la transmission de l'entreprise agricole

Section 1. Les formalités préalables à la liquidation de la retraite agricole

- § 1. La déclaration d'intention de cessation d'activité
- § 2. L'information préalable concernant la liquidation de la retraite agricole
- § 3. Le choix de la date de cessation d'activité

Section 2. La liquidation de la retraite agricole

- § 1. Ages de liquidation de la retraite agricole
- § 2. Aperçu du montant de la retraite agricole
- § 3. Le principe de la cessation d'activité agricole et les exceptions du cumul emploi-retraite
- § 4. Les statuts des conjoints des cédants

4. Les sociétés en agriculture : aspects juridiques, fiscaux et sociaux (GAEC, EARL, SCEA et GFA)

Plan détaillé

1^{ère} partie. Les éléments constitutifs des sociétés, les modalités de constitution et de fonctionnement

§ 1. Les éléments constitutifs des sociétés

- A. La participation d'associés
- B. La réalisation d'apports, la constitution du capital social et la détention de droits sociaux
- C. La participation aux résultats
- D. La volonté de s'associer

§ 2. La procédure de constitution et l'acquisition de l'autonomie juridique de la société

- A. L'élaboration des statuts
- B. La publicité et l'immatriculation de la société

§ 3. Les principes généraux concernant le fonctionnement des sociétés

- A. Les dirigeants sociaux
- B. L'assemblée générale des associés ou des actionnaires
- C. Les relations financières entre les associés et la société : les comptes d'associés

2^{ème} partie. Les règles particulières des sociétés en agriculture

§ 1. Le groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC)

- A. Principes généraux concernant les GAEC
- B. Les règles de constitution des GAEC
- C. Les règles concernant le fonctionnement des GAEC
- D. La procédure de reconnaissance des GAEC
- E. Le principe de la transparence des GAEC

§ 2. L'exploitation agricole à responsabilité limitée (EARL)

- A. Particularités juridiques des EARL
- B. Les raisons de l'utilisation de l'EARL

§ 3. La société civile d'exploitation agricole (SCEA)

§ 4. Le groupement foncier agricole (GFA)

§ 5. Les conventions particulières concernant les terres en propriété et les terres en fermage dans le cadre des sociétés agricoles

- A. Le statut des terres en propriété
- B. Le statut des terres en fermage

3^{ème} partie. Les différentes évolutions possibles des sociétés

§ 1. La cession de parts sociales

- A. Le principe de l'agrément de la cession des parts
- B. La détermination de la valeur réelle des parts sociales

§ 2. L'augmentation de capital social

- A. L'augmentation de capital par apports nouveaux et le calcul d'une prime d'émission
- B. L'augmentation de capital sans apports nouveaux

§ 3. La réduction de capital social

- A. Modalités de la réduction de capital social
- B. Motifs de la réduction de capital social

§ 4. L'entrée d'associé

§ 5. Le retrait et l'exclusion d'associé

- A. Les conditions du retrait volontaire
- B. Le cas particulier de l'exclusion
- C. Les modalités financières du retrait ou de l'exclusion
- D. Incidences comptables du retrait d'associé avec réduction de capital social

§ 6. La prorogation de la société

§ 7. La transformation de la société

§ 8. Les opérations de fusion : fusion-absorption et fusion-crédation

§ 9. La scission de sociétés

§ 10. La fin de la société ou les opérations de dissolution-liquidation-partage

- A. La décision de dissolution
- B. La période de liquidation
- C. Le partage

4^{ème} partie. Le traitement fiscal et social des sociétés agricoles

§ 1. Les régimes fiscaux d'imposition des bénéficiaires des sociétés agricoles

- A. L'application du régime de l'impôt sur le revenu
- B. L'application du régime de l'impôt sur les sociétés

§ 2. Les statuts sociaux concernant les associés des sociétés agricoles

- A. L'assujettissement des associés de GAEC
- B. L'assujettissement des associés d'EARL
- C. L'assujettissement des associés de SCEA (*idem* GFA exploitant)

5. Les sociétés commerciales : aspects juridiques, fiscaux et sociaux des SNC, SARL et SAS

Plan détaillé

1^{ère} partie. Aspects juridiques des sociétés commerciales

A. Les règles de constitution

B. Les règles de fonctionnement

1. Les règles de décision et de contrôle
2. L'entrée et la sortie des membres

C. Les règles de transformation et de liquidation

1. Les règles de transformation des structures juridiques
2. Les procédures de dissolution, liquidation et de partage
3. La répartition du boni de liquidation

2^{ème} partie. Aspects fiscaux des sociétés commerciales

A. Les différents régimes d'imposition des bénéficiaires : impôt sur le revenu ou imposition des bénéficiaires

1. Régimes d'imposition de plein droit des différentes sociétés commerciales
2. Régimes d'imposition optionnels des différentes sociétés commerciales

B. L'application de l'IS aux sociétés commerciales

1. Modalités d'application de l'IS
2. Les modalités d'assujettissement à l'IS
3. Conséquences du passage de l'IR à l'IS

C. L'application de l'IR aux sociétés commerciales

1. Modalités de détermination et d'imposition du résultat
2. Modalités d'option pour l'IR
3. Modalités d'imposition de l'IR aux SARL à objet mixte (BIC et BA)
4. Conséquences du passage de l'IS à l'IR

D. La qualification et le traitement fiscal des différentes sommes versées par les sociétés IS ou IR et perçues par les associés

E. Droits sociaux IR ou IS : déduction de frais

F. Modalités d'imposition des plus-values sur parts sociales

G. Application de l'IS ou de l'IR et droits d'enregistrement

H. Droits sociaux et ISF

I. Sociétés commerciales et TVA

3^{ème} partie. Aspects sociaux des sociétés commerciales

A. Principes

B. Le champ d'application des régimes sociaux

B. Le statut social des membres des différentes sociétés commerciales

1. L'assujettissement des associés de SARL
2. L'assujettissement des associés et des dirigeants des EURL
3. L'assujettissement des associés de SNC
4. Sociétés anonymes
5. Assujettissement des présidents des SAS ou SASU
6. Traitement des dirigeants non associés

C. Détermination de l'assiette sociale selon le statut social des personnes, le régime social compétent et le régime fiscal de la société

1. Assiette sociale et régime de l'impôt sur le revenu
2. Assiette sociale et régime de l'impôt sur les sociétés

6. La présentation comparative des différentes formules juridiques pour un projet agricole en commun (magasins de producteurs et ateliers de transformation collectifs)

Plan détaillé

1^{ère} partie : Critères pour le choix d'une structure juridique

A. Enjeux et limites de la construction juridique

B. Formules juridiques potentielles

1. Structures présentées :

- Association,
- GIE (groupement d'intérêt économique)
- SARL (société à responsabilité limitée)
- SAS (société par actions simplifiée)
- Coopérative agricole (y compris CUMA)
- SCIC (société coopérative d'intérêt collectif)

2. Structures a priori exclues :

- Syndicat
- Sociétés agricoles (GAEC, EARL, SCEA)
- SICA (société d'intérêt collectif agricole)
- SNC (société en nom collectif)
- SA (société anonyme)

C. Principaux critères pour le choix d'une formule juridique

D. Textes fondamentaux à formaliser : statuts, règlement intérieur et contrats

2^{ème} partie. Examen chronologique des structures concernées

A. Les règles de constitution

1. L'objet (la capacité juridique) : que peut faire chaque structure ?
2. La qualité juridique des associés : qui peut être membre ?
3. Les apports et le capital social : que faut-il apporter ?
4. Les règles de constitution : quelles sont les formalités à accomplir ?

B. Les règles de fonctionnement : dirigeants, organes de contrôle, entrée-sortie des membres, régime fiscal et social

1. Les règles de décision et de contrôle

- a. L'assemblée générale des membres
- b. Le choix et les pouvoirs des dirigeants
- c. Les organes de contrôle

2. L'entrée et la sortie des membres

- a. Le droit de retrait des membres
- b. L'exclusion
- c. La cession des parts sociales et l'agrément de nouveaux membres

3. Le régime fiscal concernant l'imposition des bénéficiaires et les autres impôts

- a. Les régimes d'imposition des bénéficiaires
- b. La TVA
- c. Les impôts locaux

4. Le traitement social des membres

- a. Les régimes sociaux compétents
- b. Le paiement de cotisations sociales

C. Les règles de transformation et de liquidation

1. La responsabilité financière des associés
2. Les règles de transformation des structures juridiques
3. La répartition du boni ou du mali de liquidation

3^{ème} partie : Méthodologie pour l'élaboration d'un règlement intérieur

1. Définitions des principes généraux de fonctionnement
2. Les critères d'agrément et les règles de présentation des membres
3. Les règles de gestion et d'approvisionnement des produits par les membres
4. La gestion des permanences et des autres tâches
5. Les relations financières entre les membres et le PVC
6. Les modalités de concertation des membres et la circulation de l'information
7. Les modalités pratiques de sortie et d'entrée des membres
8. Procédure de collaboration avec des non-membres du PVC
9. Conditions d'utilisation d'ateliers de transformation communs

7. Les statuts juridiques pour les projets collectifs en agriculture et en milieu rural

Plan détaillé

Introduction

- A. Problématique : appréciation de la volonté de mise en commun
- B. Inventaire des différentes situations envisageables

1^{ère} partie. Présentation des différentes formules juridique possibles selon l'importance de la mise en commun

§ 1. Cadres juridiques d'une collaboration limitée avec une autonomie personnelle plus ou moins importante

- A. Entreprise individuelle et mise en commun partielle de moyens
 - 1. Particularités de la copropriété-indivision
 - 2. Particularités de l'entraide
- B. Coopérative d'activité et d'emploi et statut d'entrepreneur salarié
 - 1. Le cadre juridique de la coopérative d'activité et d'emploi (CAE)
 - 2. Le statut d'entrepreneur-salarié

§ 2. Cadre juridique d'une mise en commun partielle des moyens

- A. La CUMA
- B. Le groupement de travail
- C. L'assolement en commun
- D. La banque de travail
- E. La détention collective du patrimoine immobilier

§ 2. Cadres juridiques de la mise en commun totale des activités

- A. Les formules classiques
 - 1. Les sociétés agricoles
 - 2. Les sociétés commerciales
- B. Les formules atypiques
 - 1. L'association
 - 2. Les sociétés coopératives (SCOP, SCIC, SCAEC)

2^{ème} partie. Comparaison des différentes formules juridiques tenant compte des critères juridiques, fiscaux et sociaux

§ 1. Les paramètres juridiques

- A. L'objet et la capacité juridique des différentes entités
- B. La qualité des personnes parties prenantes
- C. Les formalités administratives
- D. Les modalités de prise de décision
- E. Les modalités de valorisation patrimoniale
- F. La responsabilité financière
- G. Le droit aux mesures financières agricoles

§ 2. Les paramètres fiscaux

- A. Le régime d'imposition des bénéficiaires
- B. Les mesures fiscales agricoles

§ 3. Les paramètres sociaux

- A. Les prélèvements sociaux
- B. Les statuts sociaux et la protection sociale

8. Les aspects juridiques, fiscaux et sociaux du tourisme chez l'habitant en milieu rural ou urbain (chambres et tables d'hôtes, gîtes ruraux, meublés de tourisme)

Plan détaillé

1^{ère} partie : Les aspects juridiques des activités touristiques

- A. Quelle définition juridique pour les activités de tourisme : activités civiles, commerciales ou agricoles
- B. Conséquences et limites de la nature juridique des activités touristiques : déclarations auprès des organismes compétents (centres de formalités des entreprises, registre du commerce)
- C. Définitions juridiques des locations meublées de tourisme et des chambres d'hôtes
- D. Droit des sociétés et activités touristiques : SCI, SARL, SAS et sociétés agricoles

2^{ème} partie : Les aspects fiscaux des activités touristiques

A. L'imposition des bénéficiaires

1. Le régime de l'impôt sur le revenu

- a. Précisions sur les différents revenus catégoriels
- b. Les modes de détermination des revenus catégoriels nets : régimes micro et régimes réels
- c. Les loueurs de meublés professionnels et loueurs de meublés non professionnels
- d. Les règles dérogatoires applicables aux contribuables percevant des recettes fiscales de différentes natures (BA-BIC-BNC)
- e. Le régime fiscal des auto-entrepreneurs

2. Le régime de l'impôt sur les sociétés

- a. Les personnes concernées par l'IS
- b. Les principales caractéristiques de l'IS

B. LA TVA

1. L'application du régime général

- a. Le régime de franchise en base de TVA
- b. Le régime simplifié d'imposition en matière de TVA

2. Les limites d'application du régime de TVA agricole

3. Les régimes de confusion des recettes de TVA

4. Les activités exonérées de TVA

5. Les taux de TVA

C. Les impôts locaux

1. La contribution économique territoriale (ex-taxe professionnelle)
2. La taxe d'habitation
3. Les taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties (TFPB - TFPNB)

D. Les autres impôts et taxes

1. La contribution sur les revenus locatifs (CRL)
2. La taxe de séjour
3. Les redevances TV, SACEM et SPRE
4. La taxe d'aménagement
5. L'impôt sur la fortune immobilière
6. Les impôts dus en tant que prélèvements sociaux

3^{ème} partie. Les aspects sociaux des activités touristiques

A. Champ d'application des différents régimes sociaux

1. Le champ d'application du régime social agricole
2. Les activités non salariées non agricoles
 - a. L'affiliation au RSI selon les règles de droit commun
 - b. L'affiliation au RSI en tant qu'auto-entrepreneur

B. La réforme sociale des loueurs de chambres d'hôtes

1. Les loueurs redevables de cotisations sociales
2. Les loueurs exonérés de cotisations sociales

C. Le traitement social des loueurs de logements meublés

1. Les locations exonérées de cotisations sociales
2. Les locations soumises à cotisations sociales

9. Les aspects juridiques, fiscaux et sociaux de la pluriactivité en milieu rural

Plan détaillé

Introduction

1. Précisions juridiques concernant les principales notions
2. Repères méthodologiques concernant les différents domaines réglementaires

1^{ère} partie : Les aspects juridiques de la diversification agricole et de la pluriactivité en milieu rural

A. La Qualification juridique des différentes activités et des principales notions

1. Les différentes qualifications juridiques des activités professionnelles
2. Définitions juridiques des principales notions

B. Incertitudes sur les limites des définitions juridiques

C. Portée limitée des définitions juridiques

D. Conséquences juridiques de la diversification et de la pluriactivité

2^{ème} partie : Les aspects fiscaux de la de la diversification agricole et de la pluriactivité en milieu rural

A. L'imposition des bénéficiaires

1. Le régime de l'impôt sur le revenu (*bénéfices agricoles, bénéfices commerciaux et bénéfices non commerciaux*)

- a. Précisions sur les différents revenus catégoriels (BA, BIC et BNC)
- b. Les différents modes de détermination des revenus catégoriels nets : régimes micro-BIC-BNC et régimes réels
- c. Les règles dérogatoires applicables aux contribuables percevant des recettes fiscales de différentes natures (BA-BIC-BNC)
- e. L'application de l'IR aux SARL de famille ayant un objet mixte BA-BIC

2. Le régime de l'impôt sur les sociétés

- a. Les personnes concernées par l'IS
- b. Les principales caractéristiques de l'IS

B. La TVA

1. Les différents régimes de TVA
2. L'application du régime général
3. Les régimes de confusion des recettes de TVA
4. Les activités exonérées de TVA
5. Les taux de TVA

C. Les impôts locaux

1. La contribution économique territoriale (ex-taxe professionnelle)
2. La taxe d'habitation
3. Les taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties (TFPB -TFPNB)

D. Les autres impôts et taxes

1. La taxe d'aménagement remplaçant les taxes d'urbanisme : taxe locale d'équipement (TLE), Taxe CAUE, taxe espaces naturels sensibles
2. Les impôts dus en tant que prélèvements sociaux
3. Les droits d'enregistrements dus en cas de mutation à titre onéreux

3^{ème} partie. Les aspects sociaux de la diversification agricole et de la pluriactivité en milieu rural

A. Champ d'application des différents régimes sociaux

1. Régimes salariés

2. Régimes non-salariés

- a. Le champ d'application du régime social agricole
- b. Les activités non salariées non agricoles
- c. Les modalités d'application du statut d'auto-entrepreneur

B. Le traitement social des non-salariés pluriactifs

1. Principes de base du traitement social des pluriactifs

- a. Assurance maladie
- b. Assurance vieillesse
- c. Prestations familiales

2. Règles de simplification du traitement social des pluriactifs

- a. Application du régime de simplification du traitement social des pluriactifs
- b. Traitement des pluriactifs exerçant plusieurs activités non salariées ne relevant pas du régime de simplification
- c. Traitement social des pluriactifs exerçant une activité non salariée et une activité salariée
- d. Conjoints collaborateurs et pluriactivité du chef d'exploitation ou des conjoints

4^{ème} partie. La réglementation économique agricole et la prise en compte de la diversification et de la pluriactivité

1. Les aides à l'installation des jeunes agriculteurs
2. Les indemnités compensatoires des handicaps naturels

10. Les réglementations diverses concernant les activités d'agritourisme et de vente directe

Plan détaillé

Section 1. Règlements spécifiques aux différentes activités d'accueil

1. Classement des meublés de tourisme

- a. Définition juridique des meublés de tourisme
- b. La procédure de classement des meublés de tourisme

2. Réglementation des chambres et tables d'hôtes

- a. Définition des tables d'hôtes
- b. La notion de tables d'hôtes

3. Procédure d'ouverture et de classement des campings

- a. Campings soumis à procédure de permis d'aménager et campings simplement déclarés
- b. Définition des différents modes d'hébergement et leurs possibilités d'implantation
- c. Modalités de classement des campings par arrêté préfectoral
- d. Réglementation sanitaire spécifique aux campings et règlement intérieur
- e. Réglementation concernant la prévention des risques naturels
- f. Obligation d'information préalable des clients

4. Réglementation et prestations équestres

- a. La déclaration de tout établissement équestre ouvert au public
- b. La réglementation concernant les conditions d'exercice des activités sportives

5. L'accueil d'enfants

6. Les fermes pédagogiques

Section 2. Droit des biens immobiliers (Urbanisme, Sécurité Incendie, Accessibilité, Baux, Diagnostics)

1. Urbanisme : permis de construire et déclaration de travaux

- a. Objectifs et champ d'application de la réglementation
- b. Distinction entre opérations soumises à permis de construire, déclaration préalable et permis d'aménager
- c. Opérations dans les communes non dotées d'un POS ou d'un PLU
- d. Opérations dans les communes dotées d'un POS ou d'un PLU

2. Etablissements recevant du public et règles de sécurité contre l'incendie

- a. Objectifs et champ d'application de la réglementation
- b. Principales modalités et procédure d'application

3. Accessibilité des personnes handicapées

- a. Objectifs et champ d'application de la réglementation
- b. Principales modalités et procédure d'application

4. Statuts des baux de biens immobiliers

Section 3. Réglementations concernant l'information des consommateurs

1. Signalisation routière et préenseignes

- a. L'implantation de panneaux de signalisation routière
- b. Les panneaux de signalisation publicitaire

2. La publicité des prix

- a. Obligation générale d'information des prix
- b. L'affichage des prix dans les établissements de restauration
- c. L'affichage des prix dans les campings
- b. L'affichage des prix des locations saisonnières
- e. L'affichage des prix dans les établissements d'hébergements

3. L'utilisation de concepts valorisants : publicité mensongère, définitions réglementaires, jurisprudence et chartes

- a. Généralités
- b. L'emploi des termes "ferme" et "fermier"
- c. L'emploi des termes chambres et tables d'hôtes
- d. L'emploi du terme ferme auberge

Section 4. Réglementations concernant la sécurité des biens et des personnes

1. Réglementation sanitaire concernant les aliments

- a. Objectifs et champ d'application de la réglementation
- b. Répartition réglementaire des différents types d'établissement
- c. Obligation de formation en matière de réglementation sanitaire

2. La sécurité des piscines

Section 5. Règlements divers

1. La réglementation des débits de boissons

- a. Organisation de la réglementation
- b. Les différentes licences de boissons
- c. Suivi obligatoire d'une formation (appelé permis d'exploitation)

2. Vente de voyages et de séjours

3. Organisation de marchés et ventes sur le domaine public

11. Le régime du micro-BA

Plan détaillé

Introduction : instauration d'un régime simplifié des bénéfices agricoles inspiré du micro-BIC

Section 1. La détermination des recettes soumises à l'abattement de 87 %

- § 1. Les recettes à prendre en compte et les recettes à exclure
- § 2. Le principe d'une moyenne triennale de recettes

Section 2. L'appréciation du seuil de 82 800 € hors taxes

- § 1. Appréciation de 82 800 € hors taxes et non plus TTC du plafond de recettes
- § 2. Exploitants ayant plusieurs exploitations et époux exploitants
- § 3. Seuils particuliers des GAEC
- § 4. L'appréciation des recettes en cas d'élevage industriel ou en intégration
- § 5. Les exploitants individuels par ailleurs en société
- § 6. Cas particulier du métayage
- § 7. Une actualisation automatique tous les 3 ans du plafond de recettes

Section 3. Les obligations déclaratives des exploitants au micro-BA

Section 4. Les modalités de changement de régime d'imposition des bénéfices

- § 1. Les modalités de passage du micro-BA au régime réel agricole
- § 2. Les modalités de passage du régime réel agricole au micro-BA : la fin de la quasi-impossibilité de sortie du réel

Section 5. Le traitement des plus-values professionnelles

- § 1. Le principe de la taxation des plus-values professionnelles
- § 2. L'exception de l'exonération des plus-values professionnelles

Section 6. La suppression de la majoration fiscale de 25 %

Section 7. Les activités incompatibles avec le régime du micro-BA

- § 1. Les activités agricoles exclues du micro-BA
- § 2. Le sort des cas de dénonciation du forfait agricole sous le régime micro-BA
- § 3. Le traitement particulier des activités forestières

Section 8. Les modalités de changement de régime d'imposition

- § 1. Le passage du régime micro-BA à un régime réel
- § 2. Le passage d'un régime réel au régime micro-BA

Section 9. L'appréciation du micro-BA avec les sociétés agricoles

- § 1. Maintien du principe d'exclusion des sociétés agricoles autres que les GAEC
- § 2. Traitement particulier des GAEC
- § 3. Cas des exploitants individuels au réel de plein droit devenant associé de GAEC au micro-BA
- § 4. Cas des associés de sociétés au réel devenant exploitants individuels
- § 5. Cas des sociétés au réel se transformant en GAEC

Section 10. Les cas d'application d'un régime réel des bénéficiaires agricoles

- § 1. L'application d'un régime réel des bénéficiaires agricoles par option
- § 2. L'application d'un régime réel des bénéficiaires agricoles en raison des recettes réalisées
- § 3. L'application d'un régime réel en raison de l'exclusion du micro-BA

Section 11. La comparaison entre le régime micro-BA et les régimes réels agricoles

- § 1. L'obligation de la tenue d'une comptabilité en partie double
- § 2. La constatation éventuelle d'un déficit et son utilisation
- § 3. Les mesures de lissage des bénéficiaires agricoles réels
- § 4. L'abattement fiscal en faveur des jeunes agriculteurs
- § 5. L'application de crédits d'impôt

Section 12. Les modalités transitoires d'imposition pour 2016 et 2017

Section 13. L'articulation avec le régime de TVA agricole

Section 14. Les modifications concernant le calcul des cotisations sociales

- § 1. La création d'un régime micro-social
- § 2. Création d'un fonds social d'accompagnement

12. L'approche globale des régimes des plus-values professionnelles et privées

Plan détaillé

1^{ère} partie. Le traitement fiscal et social des PV professionnelles

Intro. Principes généraux concernant l'imposition des PV réalisées par les entreprises

- a. Principe de l'imposition des PV professionnelles
- b. Eléments concernés par le régime des PV professionnelles
- c. Faits générateurs des PV professionnelles

A. Les règles de taxation des PV selon le régime d'imposition de l'entreprise

1. Les règles d'imposition des PV dans le cadre du régime de l'impôt sur le revenu

- a. Principe de l'imposition des PV concernant les éléments d'actif immobilisé des entreprises
- b. Principe de l'imposition des PV concernant les droits sociaux des associés actifs au sein de sociétés à l'IR BA-BIC-BNC
- c. Les modalités particulières de calcul de certaines PV
 - 1°. Régime des PV pour les biens utilisés alternativement à titre professionnel et privé
 - 2°. Théorie des biens migrants et calcul des PV
 - 3°. Calcul de la PV des droits sociaux tenant compte du prix de revient fiscal

2. Les règles d'imposition dans le cadre du régime de l'impôt sur les sociétés

- a. Principe de l'imposition des PV en tant que résultat courant
- b. Taux d'imposition spécifiques de certaines PV

B. Les régimes particuliers d'étalement, de différé, de report et d'exonération des PV

1. Les régimes spécifiques d'étalement, de différé et de report de l'imposition des PV

- a. Les régimes d'étalement et de différé en cours d'activité
- b. Le régime de transmission à titre gratuit d'EI
- c. Le régime d'apport d'une EI à une société
- d. Le régime des fusions de sociétés à l'IS
- e. Les régimes concernant les droits sociaux de SDP
- f. Autres régimes de report d'imposition

2. Les régimes particuliers d'exonération totale ou partielle des PV

- a. Le régime d'exonération des TPE-PME (EI-IR et SDP) en raison des recettes
- b. Le régime d'exonération du fait du départ en retraite
- c. Le régime d'exonération du fait de la durée de détention de biens immobiliers
- d. Le régime d'exonération en raison de la valeur de l'entreprise
- e. Les possibilités d'exonération des PV issues des cessions de fonds de commerce
- f. Le régime d'exonération des titres de participation détenus par des Stés à l'IS

2^{ème} partie. Le traitement fiscal et social des PV privées

A. Le régime des PV sur valeurs mobilières et droits sociaux

1. Objet
2. Biens concernés
3. Fait générateur de taxation et modalités d'imposition
4. Modalités de déclaration et de paiement des prélèvements
5. Détermination de la base d'imposition

6. Exonération en cas de cessions intra-familiales
7. Abattement de la PV du fait du départ à la retraite
8. Abattement des PV du fait de la durée de détention
9. Exonération spécifique des PV des ps d'associés inactifs des SDP-IR BA-BIC-BNC

B. Le régime des PV immobilières

1. Objet
2. Biens concernés
3. Exonérations et abattements
4. Modalités d'imposition
5. RI des PV concernant les parts sociales des Stés immobilières

C. Le régime des PV mobilières

1. Objet
2. Biens concernés
3. Exonérations et abattements
4. Modalités d'imposition

13. L'application de l'impôt sur les sociétés en agriculture

Plan détaillé

1^{ère} partie. Les modalités d'application de l'IS

A. Modalités de détermination du résultat imposable des sociétés soumises à l'IS

1. Régimes d'imposition applicables
2. Modalités de calcul de la base imposable comparées aux régimes BA

B. Modalités d'imposition du résultat réalisé par les sociétés à l'IS

1. L'IS : taux d'imposition et modalités de paiement de l'impôt
2. Les impôts supplémentaires à l'IS : contributions additionnelles, impôt forfaitaire annuel et précompte
 - a. La contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés
 - b. La contribution Sociale de Solidarité des Sociétés (C3S ou taxe ORGANIC)
 - c. La taxe d'apprentissage
3. Les traitements fiscaux des déficits sous l'IS
 - a. Le report en avant des déficits
 - b. Le report en arrière des déficits ou carry-back

2^{ème} partie. Les modalités d'imposition du résultat distribué

A. Notion de distributions : dividendes et autres sommes

1. Double présomption de distribution de bénéfices
2. Exemples de revenus réputés distribués
3. Distribution irrégulière de revenus de capitaux mobiliers dans le cadre d'une Sté IS

B. Modalités d'imposition au titre de l'IR des dividendes et des distributions régulières

C. Paiement à la source des contributions sociales sur les distributions soumises à l'IR

3^{ème} partie. Les modalités d'assujettissement au régime de l'impôt sur les sociétés

A. L'assujettissement de droit à l'IS

1. L'IS de par la forme de la société
2. L'IS du fait de l'activité de la Sté

B. L'assujettissement à l'IS sur option

1. Entreprises visées
2. Modalités et effets de l'option

4^{ème} partie. Le régime fiscal des parts sociales

A. Principe de la taxation des plus-values des cessions à titre onéreux

1. Biens concernés
2. Fait générateur de taxation et modalités d'imposition
3. Modalités de déclaration et de paiement des prélèvements

B. Modalités d'imposition des plus-values sur parts sociales

C. Abattement des plus-values pour départ à la retraite des dirigeants

5^{ème} partie. Les conséquences fiscales du changement de régime d'imposition : passage IR/IS ou IS/IR

A. L'imposition des résultats : passages IR-IS ou IS-IR

1. Passage IR-IS

- b. Option pour l'atténuation conditionnelle du passage IR-IS

2. Passage IS-IR

- a. Conséquences en matière d'IS
- b. Conséquences en matière d'IR : imposition des sommes réputées distribuées en tant que RCM

B. Les plus-values latentes sur parts sociales

1. Passage IR-IS
2. Passage IS-IR et PV sur parts sociales

C. Passage de l'IR à l'IS et TVA

6^{ème} partie. IS et droits d'enregistrement

A. Droits d'apports et constitutions de sociétés

B. Droits d'enregistrement et passage IR-IS

C. Augmentation de capital

D. Réduction du capital

E. Cession de droits sociaux

F. Partage des sociétés soumises à l'IS

7^{ème} partie. Les aspects sociaux de l'IS

A. Principes généraux

B. Examen des différentes sociétés

C. Traitement fiscal et social des différentes rémunérations du travail

D. Examen de situations particulières

14. L'optimisation des prélèvements obligatoires des entreprises agricoles

Plan détaillé

1^{ère} partie. Problématique et réformes en jeu concernant l'optimisation fiscale et sociale

A. Complexité de la problématique : 4 séries de paramètres à combiner :

1. Les statuts juridiques de l'entreprise agricole (EI ou Sté),
2. Les régimes fiscaux d'imposition des bénéficiaires (IR ou IS),
3. La base des cotisations sociales et les statuts sociaux (Rtat-Rtion W, S-NS),
4. L'application de la réglementation économique (2^{ème} pilier PAC)

B. Instabilité législative et réformes en jeu concernant les différents prélèvements :

1. La réforme de l'assiette des cotisations sociales agricoles pour les non-salariés agricoles
2. La réforme du régime de l'impôt sur les sociétés
3. Le relèvement très sensible du montant de la déduction pour investissement
4. La réforme des régimes d'exonération des plus-values
5. L'instauration de contributions et de cotisations supplémentaires

2^{ème} partie. Principales pistes d'optimisation fiscales et sociales : limites, inconvénients et pièges

P1. L'application optimale des sociétés agricoles soumises à l'IR et ses limites

A. Rappels des pratiques

1. Revalorisation des bases d'amortissement
2. Requalification d'une partie du Rtat en revenus du patrimoine
3. Attribution d'une partie des BA de la Sté exonérés de cotisations sociales

B. Pièges et limites

1. Respect des rémunérations minimales des associés exploitants
2. Conditions d'application du statut d'associé non-exploitant
3. Conditions d'application du statut d'associé non-exploitant et salarié
4. Application de la présomption de non-salariat
5. Affiliation en tant que non salarié par interposition

P2. Changement de statut juridique de l'entreprise : passage en entreprise individuelle après l'exercice en société

1. Problématique
2. Conséquences
3. Solution alternative en présence de biens immobiliers

P3. Aménagement des périodes de référence fiscale et sociale : assiette sociale triennale et annuelle et changement de date de clôture

1. Changement d'assiette sociale
2. Changement de date de clôture fiscale

P4. Les tentatives de rupture avec le régime social agricole

1. La gérance des SCEA par une personne physique bénévole ou une personne morale
2. La création d'une seconde société parallèle à la société agricole
3. La participation par les NSA dans une autre société en tant que non exploitants
4. La constitution d'une société commerciale avec des associés non agricoles
5. Non-salariés de sociétés IS ne percevant pas de rémunération du travail : l'assiette RCM

P5. La scission de l'entreprise et les effets de seuils

1. Imprécision sur la notion de cession fiscale d'activité
2. Conséquences de la remise en cause de la théorie du bilan

P6. Les avantages et inconvénients de la mise en place d'une société commerciale

1. La SARL à l'IR-BA avec le statut social de salarié
2. Adoption de la SAS à l'IR-BA avec un statut salarié

P7. Les conséquences de l'application de l'impôt sur les sociétés

1. L'inapplication des particularités de l'IR et des BA
2. La notion de distributions irrégulières
3. L'accumulation d'un passif fiscal

P8. Les sociétés holding pour l'application cumulée de l'IR-BA et de l'IS

1. L'objet des sociétés holding
2. La complexité du montage

P9. Le démembrement de propriété et l'amortissement de l'usufruit : droits sociaux et terres

1. La validité des pratiques
2. La détermination des biens amortissables

15. Optimisation fiscale de la transmission des entreprises agricoles

Plan détaillé

Introduction

Principes de la taxation des transmissions à titre gratuit

Application des barèmes et abattements en l'absence de transmissions préparées

1^{ère} partie. Les actes juridiques permettant d'organiser la transmission et de réduire les droits de succession

A. Dispositif d'engagement de conservation des biens (Pacte Dutreil)

1. Mécanisme applicable aux entreprises individuelles

2. Mécanisme applicable aux sociétés d'exploitation

B. Réduction des droits de donation en raison de l'âge du donateur

C. Donation avec réserve d'usufruit

D. Conclusion de baux ruraux à long terme et constitution d'un GFA

E. Mécanisme de non-rappel fiscal des donations anciennes

2^{ème} partie. Mécanismes de report et d'exonération des plus-values professionnelles en cas de transmission à titre gratuit

A. Dispositions applicables aux entreprises individuelles

B. Dispositions applicables aux sociétés d'exploitation

3^{ème} partie. Dispositions conventionnelles volontaires permettant d'avantager le conjoint survivant et conséquences fiscales

A. Donation au dernier vivant

B. Modification du régime matrimonial

C. Mise en place d'avantages matrimoniaux

4^{ème} partie. Dispositifs légaux optionnels pour le paiement des droits

A. Mécanismes de paiements différés et fractionnés

B. Biens et transmissions concernés

C. Délais de paiement et application d'un intérêt

16. Les cotisations et prestations sociales des non-salariés agricoles

Plan détaillé

1^{ère} partie. Le champ d'application du régime social agricole

- A. Rappel sur les différentes définitions de l'activité agricole : définition sociale et autres définitions
- B. Définition sociale de l'activité agricole : les activités agricoles par nature et les activités connexes
- C. Précisions sur les activités de diversification et autres situations
- D. Les activités connexes ou agricoles par détermination de la loi
- E. La définition sociale des activités agricoles salariées

2^{ème} partie. Conditions d'assujettissement et critères d'affiliation auprès du régime social agricole

- A. Processus de l'affiliation des exploitations, des coexploitations ou des sociétés
- B. Les cotisants solidaires

3^{ème} partie. Statut social des personnes dans les entreprises exerçant une activité agricole : statut de non salarié agricole (NSA) ou de salarié agricole, associés non exploitants et membres de la famille

- A. Principes de distinction : statuts non salarié agricole ou salarié agricole
- B. Examen des différentes sociétés et coexploitations agricoles
- C. Les associés non exploitants
- D. Les statuts juridiques et sociaux des membres de la famille du chef d'exploitation agricole

4^{ème} partie. Modalités de calcul et de paiement des cotisations des non-salariés agricoles

- A. Les éléments de base des cotisations des NSA à partir des revenus professionnels fiscaux
- B. Détermination des revenus professionnels (RP) soumis à cotisations : les retraitements des bénéficiaires fiscaux
- C. Les assiettes particulières des cotisations sociales
- D. Les périodes de référence pour la base de calcul des cotisations
- E. Les taux, les modalités de calcul et de paiement des cotisations des non-salariés agricoles

5^{ème} partie. Le traitement social des agriculteurs pluriactifs

- A. Aperçu du régime social des non-salariés non agricoles
- B. Principes généraux concernant le traitement social de la pluriactivité
- C. Simplification du traitement social des pluriactifs non-salariés
- D. Traitement social des pluriactifs avec une activité non salariée et salariée
- E. Conjoints collaborateurs et pluriactivité du chef d'exploitation ou des conjoints

6^{ème} partie. Prestations sociales des non-salariés agricoles

- A. La branche santé et les 3 risques couverts : maladie, maternité-paternité et invalidité
- B. La branche retraite avec le risque vieillesse
- C. La branche famille avec la compensation des charges de famille
- D. La branche accident avec les risques d'accident du travail et maladies professionnelles (ATEXA)

17. Les cotisations et prestations sociales des non-salariés non-agricoles

Plan détaillé

1^{ère} partie. Champ de compétence des régimes de protection sociale des activités commerciales, artisanales et libérales

- A. Critères de détermination des régimes sociaux compétents
- B. Paramètres complémentaires délimitant le champ de compétence des régimes sociaux des professions indépendantes
- C. Détermination du statut social du chef d'entreprise selon le statut de l'entreprise
- D. Importance de l'identification des différentes activités non salariées

2^{ème} partie. Organisation des régimes de protection sociale des activités commerciales, artisanales et libérales

- A. Réforme du RSI
- B. Organisation des différents régimes de retraite
- C. Rôle de l'URSSAF

3^{ème} partie. Règles d'affiliation et de radiation auprès des régimes sociaux compétents

- A. Rôle du Guichet unique (ex-centres de formalités des entreprises (CFE))
- B. Affiliation et radiation dans le cadre des entreprises individuelles
- C. Affiliation et radiation dans le cadre des sociétés

4^{ème} partie. Statuts sociaux des personnes dans les entreprises exerçant une activité non agricole : statuts non salarié non agricole (NSNA) ou salarié (SaL) ; statuts des membres de la famille

A. Les chefs d'entreprise individuelle : statut «classique» de chef d'entreprise, statut d'auto-entrepreneur, statut d'EIRL

B. Les statuts sociaux dans les sociétés commerciales

1. Les associés et dirigeants des SARL
2. Les associés et dirigeants des EURL
3. L'assujettissement des associés de SNC
4. L'assujettissement des présidents des SAS ou SASU
5. Les dirigeants des sociétés anonymes

C. Les statuts des conjoints

1. Le statut de conjoint collaborateur
2. Les conjoints salariés
3. Les conjoints associés

5^{ème} partie. Modalités de calcul et de paiement des cotisations des non-salariés agricoles non agricoles

- A. La base de calcul des cotisations sociales des non-salariés non agricoles sur les revenus fiscaux
- B. La détermination du revenu professionnel net : les retraitements des bénéficiaires fiscaux
- C. Les différents taux de cotisations des professions
- D. Les modalités de calcul et de paiement des cotisations en régime de croisière
- E. Les règles particulières de calcul des cotisations sociales
- F. Les mesures temporaires d'exonération de cotisations sociales
- G. Récapitulatif des cotisations sociales par catégorie professionnelle
- H. Le cas particulier des auto-entrepreneurs

6^{ème} partie. Examen des prestations sociales des non-salariés non agricoles

- A. Les prestations de l'assurance maladie-maternité
- B. Les prestations de l'assurance vieillesse et de l'invalidité-décès
- C. Les prestations familiales
- D. Les prestations complémentaires facultatives de retraite et de prévoyance

7^{ème} partie. Comparatif des cotisations et prestations des salariés et des non-salariés

- A. Cotisations des salariés
- B. Prestations des salariés

8^{ème} partie. Traitement social des personnes pluriactives

- A. Introduction : principes de base du traitement social des pluriactifs
- B. Simplification du traitement social des pluriactifs
- C. Traitement des pluriactifs exerçant plusieurs activités non salariées ne relevant pas du régime de simplification
- D. Traitement social des pluriactifs exerçant une activité non salariée et une activité salariée

18. Les aspects juridiques, fiscaux et sociaux du statut d'auto-entrepreneur

Plan détaillé

1^{ère} partie. Aspects juridiques du statut d'auto-entrepreneur

A. Champ d'application : activités concernées et activités exclues

1. Les activités concernées
2. Les activités exclues

B. Modalités de déclaration et d'identification

1. Les centres de formalités des entreprises compétents
2. L'identification au répertoire SIRENE de l'INSEE
3. L'immatriculation optionnelle aux répertoires professionnels

C. Conséquences juridiques particulières

1. Hypothèses d'entrées dans le statut d'auto-entrepreneur
2. Respect des dispositions concernant les activités réglementées
3. Statut des baux applicables
4. Cession de fonds de commerce ou artisanal, location-gérance
5. Statut du conjoint des auto-entrepreneurs
6. Protection du patrimoine privé
7. Exercice concomitant d'une activité salariée
8. Requalification en contrat de travail des faux auto-entrepreneurs
9. Perception d'une retraite
10. Situations des fonctionnaires
11. Droit de la faillite et auto-entrepreneurs
12. Hypothèses de sorties du statut d'auto-entrepreneur

2^{ème} partie. Aspects fiscaux du statut d'auto-entrepreneur

A. Règles d'imposition des bénéficiaires

1. L'application des régimes des micro-entreprises
2. L'option pour le versement libératoire de l'impôt sur le revenu
3. Précisions concernant le revenu fiscal de référence
4. Précisions complémentaires concernant les micro-BIC et micro-BNC
5. Les obligations comptables
6. Le traitement fiscal des plus-values professionnelles

B. Modalités d'application de la TVA

1. Application du régime de franchise en base de TVA
2. Conséquences de l'inapplication de la TVA
3. Conséquences de l'entrée dans le régime de TVA
4. Conséquences de la sortie du régime de TVA

C. Fiscalité locale

1. Application de la cotisation foncière des entreprises
2. Exonération des taxes dues aux organismes consulaires

D. Conséquences fiscales du changement de statut

1. Passage au statut d'auto-entrepreneur
2. Sortie du statut d'auto-entrepreneur

3^{ème} partie. Aspects sociaux du statut d'auto-entrepreneur

A. Modalités d'application du régime du micro-social

1. Modalités de calcul des cotisations sociales selon le type d'activité
2. Comparatif avec les règles de droit commun

B. Prestations sociales

1. Assurance maladie
2. Assurance vieillesse
3. Prestations familiales

C. Traitement des cas de pluriactivité

1. Activités non salariées non agricoles et activités salariées
2. Activités non salariées non agricoles et activités non salariées agricoles

19. L'approche méthodologique du choix d'un statut pour l'exercice d'une activité non agricole

Plan détaillé

1^{ère} partie. Appréhender les critères juridiques selon le formalisme, les contraintes administratives et les conséquences patrimoniales de chaque formule

A. Déterminer les formalités et les frais de constitution de chaque type d'entité

1. La déclaration d'une EI
2. L'adoption du statut d'auto-entrepreneur
3. L'adoption du statut d'EURL
4. L'adoption du statut de la SASU

B. Apprécier les contraintes administratives des différents types d'entreprises en cours de fonctionnement

1. Le dépôt des comptes
2. Les sanctions pénales applicables (*L'abus de biens sociaux et Le non-dépôt des comptes*)

C. Comparer les différentes modalités d'organisation du patrimoine professionnel et du patrimoine privé

1. La déclaration d'insaisissabilité
2. Le statut d'EI
3. Les apports en sociétés (EURL-SASU)

2^{ème} partie. Choisir le régime d'imposition des bénéficiaires selon leur distribution et le taux moyen d'imposition

A. Principaux critères déterminant le choix du régime d'imposition des bénéficiaires : IR ou IS

1. Caractéristiques de l'IR
2. Caractéristiques de l'IS

B. Les régimes d'imposition et les variantes fiscales applicables à chaque entité juridique

1. Les variantes fiscales de l'EIL
2. Modalités d'imposition IR des BIC et/ou BNC des auto-entrepreneurs
3. Les variantes fiscales de l'EURL
4. Les variantes fiscales de la SASU

C. Traitement des plus-values professionnelles, des déficits et des intérêts d'emprunts et application de réduction d'IR

1. Traitement fiscal des plus-values (PV) professionnelles
2. Traitement fiscal des déficits
3. Traitement fiscal des intérêts d'emprunts souscrits pour l'acquisition de l'entreprise
4. Réductions d'impôt (IR) applicables par le chef d'entreprise selon le statut de l'entreprise

3^{ème} partie. Déterminer le statut social et la base de calcul des cotisations sociales pour le meilleur rapport cotisations/prestations

A. Déterminer le statut non-salarié ou le statut salarié selon la forme juridique de l'entreprise

1. Le statut social des EI, AE et EIRL (IR ou IS)
2. L'assujettissement des associés et des dirigeants des EURL
3. Statut social des dirigeants de SAS ou SASU

B. Déterminer la base de calcul des cotisations sociales selon le régime fiscal de l'entreprise

1. Assiette sociale de l'EI et l'EIRL-IR (hors AE et EIRL-IS)
2. Assiette sociale de l'AE
3. Assiette sociale de l'EIRL ayant opté pour l'IS
4. Assiette sociale de l'associé gérant de l'EURL
5. Assiette sociale de l'associé président de SASU

C. Comparer les montants des prélèvements sociaux et des prestations sociales

1. Champ de compétence du régime général
2. Comparaison des taux de cotisations des salariés et non-salariés
3. Différences d'assiette et de taux de cotisations
4. Différences au niveau des taux de cotisations sociales
5. Aperçu des prestations sociales des salariés

D. Déterminer les différents statuts possibles des conjoints-partenaires ou concubins

1. Obligation juridique du choix d'un statut
2. Choix du statut de conjoint collaborateur
3. Les conjoints salariés

4^{ème} partie. Les modalités de changement de statuts juridiques, de régimes fiscaux et de statuts sociaux

- A. Envisager les évolutions de l'entreprise : affectation du patrimoine, mise en société, dissolution de société
- B. Déterminer les modalités et les conséquences juridiques du changement de statut
- C. Préciser les possibilités de changement fiscal avec le même statut
- D. Apprécier les conséquences fiscales du changement de statut juridique et/ou de régime d'imposition des bénéficiaires

20. Les statuts matrimoniaux (régimes matrimoniaux, PACS, concubinage) et le divorce

Plan détaillé

1^{ère} partie. Statuts matrimoniaux

A. Diversité des statuts applicables

1. Mariage et application d'un régime matrimonial
2. Pacte civil de solidarité
3. Concubinage

B. Régime légal de la communauté réduite aux acquêts

- A. Qualification de biens communs et de biens propres
- B. Dettes propres et dettes communes

C. Régimes conventionnels

1. Régimes communautaires conventionnels
2. Régimes séparatistes

2^{ème} partie. Les conséquences juridiques et fiscales du divorce et de la séparation

A. Les règles générales concernant le divorce

1. Les différentes procédures de divorce
2. Les différentes étapes du divorce
3. Les droits patrimoniaux des époux
4. L'incidence du régime matrimonial
5. L'évaluation de la prestation compensatoire

B. Conséquences juridiques et fiscales pour l'entreprise agricole

1. Le sort des baux ruraux
2. Le sort des dettes professionnelles
3. L'attribution préférentielle
4. Les conséquences fiscales du divorce selon la forme juridique de l'entreprise : imposition des bénéfices et droits d'enregistrement

C. Aperçu des conséquences de la séparation des personnes pour les autres situations matrimoniales (pacs et concubinage)

21. Les aspects juridiques, fiscaux et sociaux du décès des chefs d'entreprises agricoles

Plan détaillé

1ère partie. Conséquences juridiques du décès des chefs d'entreprise agricole

§ 1. Règles générales concernant les conséquences juridiques du décès sur l'entreprise

- A. Les premières conséquences juridiques du décès selon la forme de l'entreprise
- B. L'éventuelle nomination judiciaire d'un administrateur provisoire ou ad hoc
- C. L'intervention éventuelle des juges des tutelles en présence d'enfants mineurs
- D. Les mesures spécifiques d'anticipation de gestion de l'entreprise : mandat à effet posthume et aménagement statutaire de la gérance
- E. La dissolution du régime matrimonial et l'émergence d'une indivision successorale et post-communautaire
- F. Gestion du démembrement de propriété et de l'indivision

§ 2. Règles particulières concernant les conséquences du décès en agriculture

- A. Décès du fermier et sort des baux ruraux
- B. Le sort des contrats de cautionnement
- B. Les règles d'attribution préférentielle
- C. Le règlement du salaire différé

2ème partie. Conséquences fiscales du décès

- A. Incidences du décès d'un associé exploitant sur le résultat de la société
- B. Incidences du décès d'un associé exploitant sur les plus-values sur parts sociales
- C. Décès d'associé et droits de succession

3ème partie. Conséquences sociales du décès

- A. Calcul des cotisations sociales dues au nom de l'associé exploitant décédé : choix entre application ou non du principe d'annualité
- B. Mise en œuvre éventuelle du droit combiné par le conjoint survivant
- C. Demande de la pension de réversion
- D. Demande l'assurance veuvage
- E. Incidences sur le statut de collaborateur
- F. Demande éventuelle du paiement de l'assurance vieillesse volontaire
- G. Application des prestations de l'ATEXA

22. La création et la gestion d'une société civile immobilière

Plan détaillé

1^{ère} partie. Les aspects juridiques des SCI

A. Présentation générale et modalités de constitution des SCI

1. Principe de la liberté contractuelle pour l'élaboration des statuts
2. L'objet de la société
3. Les associés des SCI
4. La forme des statuts
5. Les différents types d'apports et le montant du capital social

B. Les modalités de fonctionnement des SCI

1. La gérance et l'assemblée générale
2. Les cessions de parts et l'agrément des associés
3. Le retrait et l'exclusion des associés
4. Le démembrement de propriété et les SCI
5. Le cautionnement hypothécaire des SCI
6. Répartition du résultat-boni-mali, responsabilité financière des associés

2^{ème} partie. Les aspects fiscaux des SCI

- A. L'imposition des bénéfices et des plus-values
- B. L'application de la TVA
- C. L'application des droits d'enregistrement
- D. L'impôt de solidarité sur la fortune
- E. La contribution sur les revenus locatifs
- F. La taxe de 3% sur la valeur des immeubles
- G. La cotisation foncière des entreprises

3^{ème} partie. Synthèse : Utilités juridiques et fiscales des SCI

A. La SCI : outil de gestion juridique du patrimoine familial

1. Eviter les inconvénients juridiques de l'indivision successorale
2. Aménager la gestion du patrimoine immobilier des personnes incapables et des époux

B. La SCI : outil de protection du patrimoine

C. La SCI : outil d'optimisation fiscale du patrimoine

1. Limiter l'imposition des bénéfices par l'IS et le montant de l'IFI
2. Limiter le montant des droits de succession ou de donation